

LE Comité Central du Parti Communiste Français s'est réuni les 9 et 10 juin pour examiner la situation nouvelle créée par l'investiture de de Gaulle.

C'est en vain que l'on aurait attendu une auto-critique du Bureau Politique auquel Waldeck Rochet, rapporteur, et Maurice Thorez tressent des couronnes (on n'est jamais si bien servi que par soi-même).

Les mots d'ordre, l'action, tout a été juste depuis le 13 mai, tout est juste dans la ligne et l'activité du Parti depuis le 1^{er} juin.

Hélas, comme c'est loin de la vérité et comme les télégrammes de félicitations, envoyés sur commande par certaines Fédérations pour féliciter le Comité Central de sa clairvoyance, sonnent faux.

En réalité, la ligne générale du P.C.F. qui s'est exprimée par le mot d'ordre « Défense de la République » est responsable, en grande partie, de la défaite que vient de subir la classe ouvrière.

Un mot d'ordre abstrait et sans écho.

A priori on pourrait considérer ce mot d'ordre, raisonnable. Ne tient-il pas compte, en effet, de la nécessité d'organiser les plus larges masses autour d'un mot d'ordre rassurant? N'est-ce pas la ligne politique idéale pour plaire aux radicaux, aux chefs socialistes, à l'U.D.S.R.? Ne risque-t-on pas, en adoptant maintenant une autre orientation, d'écartier de ce grand rassemblement contre le pouvoir personnel et les menaces fascistes un grand nombre de travailleurs et de personnes qui ne sont pas rattachés à l'idée d'une politique révolutionnaire et ainsi de compromettre la lutte?

Tel est le langage rabaché par les responsables, tel est le sens de l'intervention des militants communistes dans les « Comités de Défense ».

Malgré son tour réaliste, ce raisonnement et cette appréciation sont affreusement abstraits. On juge une politique à ses résultats. Les faits même la condamnent. D'abord la défaite du 1^{er} juin, ensuite, depuis la victoire de de Gaulle et des éléments qui l'ont porté au pouvoir, l'indifférence persistante de la classe ouvrière à toutes les directives venant du P.C.F. ou de la C.G.T. Toutes les informations ou presque en provenance des usines et des quartiers montrent que le mot d'ordre de la Défense de la République est tombé et tombe à plat. Pourquoi? Parce qu'il n'a aucun contenu concret, vivant. Les travailleurs répugnent en 1958 à combattre pour le statu quo, pour le vieil état de chose qu'ils connaissent et dont ils souffrent.

Benoît Frachon au dernier Comité Confédéral National de la C.G.T. ne dut-il pas avouer « ...nous devons répondre à des questions qui nous sont posées par des travailleurs. « Vous nous demandez, nous ont dit certains d'entre eux, de faire grève et de manifester. Nous sommes évidemment contre le pouvoir personnel, mais enfin les hommes politiques, les gouvernements qui se sont succédé depuis plus de dix ans à la direction de l'Etat n'ont guère mérité nos louanges... Nous voulons savoir pour quoi nous combattons ». » (L'Humanité, 13 juin 1958).

Bonnes paroles auxquelles le secrétaire général de la C.G.T. ne répond que par des faux-fuyants.

On dit et on répète aux travailleurs que le pou-

voir de de Gaulle est la porte ouverte au fascisme militaire qui détruira ou tentera de détruire les organisations ouvrières. Cette appréciation est, sans nul doute, exacte et la classe ouvrière doit s'en pénétrer. Mais elle n'oublie pas que c'est la IV^e République colonialiste qui a engendré le pouvoir fort et elle ne méconnaît pas l'impossibilité dans laquelle elle s'est trouvée de résoudre les problèmes posés par le mouvement de libération nationale dans les colonies. Maurice Thorez est obligé de le reconnaître dans un article de l'Humanité en date du 21 juin (Devant le Problème colonial):

« Ainsi la bourgeoisie s'est révélée incapable de

La « défense de la République

trouver une solution au problème posé et les dirigeants socialistes eux-mêmes se sont fourvoyés. »

Cette très timide considération condamne la ligne politique de la Défense de la République qui a précédé l'arrivée de De Gaulle au pouvoir. Le secrétaire général d'ailleurs n'en a cure; il y trouve même une nouvelle justification pour sa politique... passée... présente... et future.

Ce que réclame la classe ouvrière pour combattre, c'est une perspective. Les forces vives du prolétariat ne sont point gaullistes, malgré l'existence de certains courants inquiétants; mais elles désirent qu'on leur fournisse, pour lutter contre de Gaulle, Soustelle, Massu, de Sérigny et Cie, une autre perspective que celle que représentent Pflimlin ou Queuille et même quelques autres qui ont voté contre le pouvoir personnel. Lorsque les manifestants de la Nation à la République le 28 mai proclamaient « Front populaire », ils exprimaient, malgré l'ambiguïté du terme, non seulement qu'ils ne voulaient pas de De Gaulle, mais qu'ils voulaient autre chose que Pflimlin. Le 29 mai, la C.G.T. et le P.C.F. faisaient distribuer chez Renault une série de tracts appelant à la Défense de la République. Les travailleurs les laissaient tomber après les avoir à peine parcourus. Le Syndicat de l'Enseignement de la Région Parisienne qui, par sa composition sociale certes, ne constitue pas, comme d'aucuns le prétendent, l'avant-garde révolutionnaire de ce pays, fit diffuser, le même jour, à Billancourt, un autre tract qui mettait l'accent sur la défense des libertés syndicales et la nécessité pour les travailleurs de prendre leur sort en leurs propres mains. Il est tout à fait significatif que le tract du S.E.R.P. fut, dans l'ensemble, mieux accueilli que celui du plus grand syndicat de chez Renault.

Toutes ces expériences — on pourrait en citer encore bien d'autres — sont de nouvelles vérifications du caractère démobilisateur de la politique du PCF.

De Gaulle veut le 5 octobre prochain faire plébisciter son projet constitutionnel. Le Comité Central du P.C.F. appelle dès maintenant tous les militants à se préparer activement à la bataille politique du referendum. Il n'oppose pas un autre projet à celui de De Gaulle. Etienne Fajon, membre du Bureau Politique, dans l'Humanité du 20 juin « justifie » cette position par les mots suivants:

« Le choix du moment n'est pas entre cette Constitution et une autre meilleure: il est entre la Répu-

blique et la dictature militaire qui ouvre la voie au fascisme. »

Cette aberration prouve que la direction du P.C.F. craint que le moindre contre-projet ne l'entraîne hors de la ligne de la Défense de la République. Le Parti de l'Union de la Gauche Socialiste, qui n'est qu'une formation fort disparate, a sur la question une position, sinon très claire, du moins plus conforme aux aspirations des masses. Il propose la constitution d'une « Convention Démocratique » entre tous les partis et organisations antifascistes qui se saisirait des projets gouvernementaux et lui opposerait « la constitution d'une République renouée ».

par René MERLIN

Tout cela relève probablement pour Etienne Fajon, d'un épouvantable « gauchisme ».

Ne laisser d'autre choix aux électeurs qu'entre le projet gaulliste et un NON même « retentissant », c'est faire le jeu de De Gaulle et de ceux qui le soutiennent.

Le caractère de la période.

L'opportunisme du P.C.F. qui se manifeste actuellement par le mot d'ordre de Défense de la République se rattache à toute une conception politique absolument fautive.

Marcel Servin, à l'avant-dernier Comité Central, avait déjà affirmé: le dilemme n'est pas entre Etat fort et fascisme d'une part et d'autre part socialisme. La résolution de la session du C.C., qui fait l'objet de cet article, reprend tout au long d'un paragraphe cette idée. Le dilemme serait entre Etat fort et démocratie.

Avant la deuxième guerre mondiale les victoires du fascisme en Italie, en Allemagne, en Espagne, de Pétain qui prit le pouvoir en France quelques années seulement après la dislocation du Front populaire, ont montré suffisamment que la démocratie bourgeoise, même axée à gauche, n'était pas capable de s'opposer victorieusement au pouvoir fort. L'importance des forces de la S.F.I.O. par rapport à celles du P.C.F. pouvait encore servir d'échappatoire pour justifier la politique républicaine. Cet argument depuis 1945 n'a plus aucune valeur: les travailleurs dans leur grande majorité votent pour le P.C.F. et ses militants ont des postes hautement responsables aux différents échelons de la C.G.T.

Toutes ces justifications « républicaines » sont à la racine de la fautive politique du P.C.F.

C'est d'une toute autre analyse qu'il faut partir pour comprendre les événements de notre époque.

Il faut distinguer deux grandes périodes dans l'histoire du mouvement ouvrier: avant la Révolution Socialiste d'Octobre 1917 et après. La Révolution de 1917 a ouvert l'ère de la révolution prolétarienne, de la lutte pour le pouvoir de la classe ouvrière. Le léninisme n'est pas autre chose que l'expression la plus générale de cette stratégie qui fut l'orientation fondamentale de la III^e Internationale avant qu'elle ne soit dominée par Staline et les per-